

**CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE, SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL**

**CELLULE DE COMMUNICATION**



**National Economic  
Social and Environmental Council**

**REVUE DE PRESSE**

**WWW.CNESE.DZ**

**Quelles perspectives pour la forêt algérienne**

**21 Septembre 2021**

**L'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger**

**Séminaire sur:**

**“Quelles perspectives pour la forêt algérienne”**

**21 septembre 2021. Aïn Benian, Alger**

## SOMMAIRE

- La valorisation de la forêt et le développement d'une industrie du bois préconisés par des experts
- Au centre d'un débat organisé hier par le Cnese: La forêt, un gisement inexploité
- Ressources forestières : Une floraison d'opportunités
- Protection et valorisation des produits forestiers : Le Cnese plaide pour une véritable stratégie
- Gestion et mise en valeur du patrimoine forestier : Le CNESE fait le bilan des incendies et s'empare du dossier
- Organisée par le CNESE : Rencontre sur la forêt algérienne et ses perspectives
- CNESE: Plaidoyer pour une meilleure exploitation des espaces forestiers
- La valorisation de la foret et de la l5industrie du bois : les propositions des experts

.....

## **APS.....**

- **La valorisation de la forêt et le développement d'une industrie du bois préconisés par des experts**

ALGER - Les experts nationaux et internationaux participant à la journée d'étude organisée mardi à Alger par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ont plaidé pour la valorisation de la forêt, le développement d'une industrie du bois qui doit être aussi une source d'énergie complémentaire. Dans ce cadre, le chargé d'étude et de synthèse au niveau du CNESE, Amar Leulmi, a appelé à bâtir une véritable industrie forestière (production bois, liège et plantes aromatique et médicinales et autres produits), en impliquant les centres de recherche. [...Lire la suite](#)

## **LIBERTE.....**

- **Au centre d'un débat organisé hier par le Cnese: La forêt, un gisement inexploité**

L'enjeu aujourd'hui est de trouver des opportunités d'investissement dans des projets liés à la forêt, en faisant appel aussi bien au "secteur public qu'au secteur privé" pour les mettre en œuvre. La forêt doit présenter une "vision dynamique de l'évolution des écosystèmes", et ce, dans le cadre des politiques "territoriales" **P-07**. [...Lire la suite](#)

## **EL MOUDJAHID.....**

- **Ressources forestières : Une floraison d'opportunités**

Les experts nationaux et internationaux participant à la journée d'étude organisée hier à Alger par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ont plaidé pour la valorisation de la forêt, et le développement d'une industrie du bois qui doit être aussi une source d'énergie complémentaire. Dans ce cadre, le chargé d'étude et de synthèse au niveau du CNESE, Amar Leulmi, a appelé à bâtir une véritable industrie forestière (production bois, liège, plantes aromatiques et médicinales et autres produits), en impliquant les centres de recherche. M. Leulmi a préconisé également le lancement de nouvelles politiques forestières "territorialisées" et le développement des chaînes de valeur dans le domaine des forêts. **P-09**. [...Lire la suite](#)

## **HORIZONS... ..**

- **Protection et valorisation des produits forestiers : Le Cnese plaide pour une véritable stratégie**

Le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) plaide pour la prise de mesures «innovantes et intégrées dans le cadre d'une nouvelle gouvernance» basée sur les principes de complémentarité et d'intersectorialité dans toutes les étapes de protection et de valorisation du patrimoine forestier. Dans une allocution d'ouverture d'une rencontre organisée, ce mardi à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn Benian, sous le thème «La forêt algérienne et ses perspectives», Rédha Tir, président du Cnese, a rappelé que celle-ci a subi, depuis des décennies, d'importantes dégradations et, plus récemment, les effets des changements climatiques et des comportements agressifs, comme les feux prémédités, la déforestation, les activités et exploitations illicites des produits forestiers qui pénalisent

lourdement la production nationale de produits forestiers ligneux et non ligneux. [...Lire la suite](#)

### **REPORTERS...** .....

- **Gestion et mise en valeur du patrimoine forestier : Le CNESE fait le bilan des incendies et s'empare du dossier**

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, hier, une Journée d'étude dédiée aux perspectives de la forêt algérienne en réunissant plusieurs spécialistes du domaine. Une rencontre d'autant plus importante que les zones boisées du pays ont connu, en aout 2021, l'une des pires années depuis les incendies de 1982 et 1994. En ce sens, le président du CNESE, le Professeur Redha Tir, qui rappelle que « la forêt algérienne a subi d'importantes dégradations depuis des décennies (...) Elles ont parfois abouti à la disparition de vastes régions de zones boisées », a en substance indiqué pour un reboisement réfléchi, mais surtout pour une intégration des zones forestière dans l'économie nationale. [...Lire la suite](#)

### **LE JOUR D'ALGERIE...** .....

- **Organisée par le CNESE : Rencontre sur la forêt algérienne et ses perspectives**

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, hier à Alger, une rencontre sur la forêt algérienne et ses perspectives, a indiqué lundi le Conseil dans un communiqué. Cette rencontre qui s'insère dans le cadre de rencontres «groupe de réflexion comportementale» (GRC), aura lieu en présence des représentants des différents départements ministériels directement concernés par cette problématique, des institutions spécialisées nationales, des associations professionnelles, des opérateurs socio-économiques, des chercheurs et universitaires ainsi que des représentants des acteurs territoriaux et de la société civile, a précisé la même source. [...Lire la suite](#)

### **LE QUOTIDIEN D'ORAN...** .....

- **CNESE: Plaidoyer pour une meilleure exploitation des espaces forestiers**

Le potentiel forestier algérien est non seulement mal exploité, mais plus que cela, il est aujourd'hui sérieusement menacé par les effets du changement climatique et par des comportements néfastes (incendies prémédités, défrichement, activités illicites et autres). Le Pr Réda Tir, président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a affirmé, hier, qu'il est grand temps d'asseoir une politique forestière volontariste, ambitieuse et innovante. Non seulement pour protéger ces espaces naturels, mais aussi pour une exploitation et un développement durable de ces formations forestières. Intervenant, lors d'une journée d'étude autour du thème «Quelles perspectives pour la forêt algérienne», à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration, à Aïn Benian, le Pr Tir a mis l'accent sur la nécessité de revoir les textes relatifs aux droits administratifs pour la gestion des biens publics et du domaine national, entre autres les forêts. Il a affirmé dans ce sens que les droits administratifs des biens publics sont obsolètes et il faut bien les moderniser et les actualiser. [...Lire la suite](#)

LA VALORISATION DE LA  
FORÊT ET DE L'INDUSTRIE  
DU BOIS

**Les propositions  
des experts**

Les experts nationaux et internationaux participant à la journée d'étude organisée hier à Alger par le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), ont plaidé pour la valorisation de la forêt, le développement d'une industrie du bois qui doit être aussi une source d'énergie complémentaire. Dans ce cadre, le chargé d'étude et de synthèse au niveau du Cnese, Amar Leulmi, a appelé à bâtir une véritable industrie forestière (production bois, liège et plantes aromatiques et médicinales et autres produits), en impliquant les centres de recherche. Leulmi a préconisé également le lancement de nouvelles politiques forestières «territorialisées» et le développement des chaînes de valeur dans le domaine des forêts. Le développement de l'écotourisme et des activités récréatives, ainsi que le développement de la filière bois-énergie comme source alternative, figurent parmi les recommandations de l'expert du Cnese. Pour sa part, l'expert en économie de l'environnement et conseiller à l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Ludwig Liagre, a évoqué l'importance d'établir des conventions de partenariat avec les opérateurs privés, citant l'exemple du Costa Rica, qui a initié des contrats de cinq ans avec des privés pour la protection de la forêt avec des incitations pour le reboisement, l'agroforesterie et la régénération naturelle des forêts. Selon Liagre, les responsables doivent favoriser le recours au financement local, notamment de la part d'investisseurs privés orientés vers le secteur forestier pour booster la productivité. Quant à l'expert Supply-Chain, auditeur et conseiller en gestion de risques, Jean Pierre Deutch, il a estimé que les partenariats publics-privés (PPP) pourraient contribuer à augmenter la productivité des forêts, surtout lorsqu'on développe des politiques d'incitation faisant de la forêt un investissement rentable. De son côté, le président du Cnese, Rédha Tir, a préconisé le recours à une gestion plus moderne des opérateurs chargés de développer la filière bois ainsi que la nécessité de les accompagner, tout en valorisant la créativité et le génie forestier au sein des start-



us et des PME.

Et afin d'impliquer davantage les opérateurs privés, Tir a fait savoir que le Cnese va proposer de réviser le droit administratif, notamment dans le domaine des biens publics, «en visant la correction et la modernisation des textes relatifs au domaine national» pour leur permettre un accès «flexible» à la gestion de ce foncier. Le président du Cnese a appelé, en outre, à encourager les entreprises créatrices d'emplois et de richesse dans le domaine du transport forestier et de la gestion des loisirs et l'écotourisme. A noter que des représentants de différents ministères directement concernés par cette problématique, de nombreux directeurs généraux et directeurs d'entreprises publiques et privées, ainsi que des chercheurs, enseignants et universitaires et des représentants de la société civile ont